

Maintien global, grâce à la Marne



Au cours de l'année 2005, le ralentissement de l'activité économique aura pesé modérément sur la création nette d'emplois. En France, plus de 50 000 postes supplémentaires ont été créés dans les secteurs concurrentiels non agricoles. Mesuré en glissement annuel, d'un mois de décembre à l'autre, le rythme de progression de l'emploi salarié s'est ainsi légèrement accéléré (+0,3 %), par rapport à celui enregistré en 2004 (+0,1 %). En Champagne-Ardenne, les effectifs salariés des secteurs concurrentiels non agricoles se sont finalement stabilisés, après un repli de 0,6 % en 2004. Comme par le passé, les activités industrielles - souvent traditionnelles, avec des effectifs sensibles aux aléas conjoncturels - ont pénalisé l'emploi régional. Encore en baisse au premier trimestre, l'emploi champardennais s'est modestement redressé au cours du second, puis une quasi-stabilité a prévalu jusqu'à la fin de l'année. Au niveau national, excepté le deuxième trimestre, au cours duquel il est resté étale, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels non agricoles a progressé régulièrement de 0,1 % par trimestre, en dépit des à-coups subis par l'activité économique.

Témoignant aussi d'une orientation plus favorable du marché du travail champardennais, le chômage partiel - dispositif servant de prévention aux licenciements - a fortement diminué en 2005. Le nombre d'heures autorisées aux entreprises a reculé de 16 % et celui des heures effectivement chômées et indemnisées de 36 %.

Les évolutions départementales de l'emploi salarié sont demeurées contrastées, reflétant les diversités locales du système productif. Grâce à son secteur tertiaire plus développé et à une meilleure résistance de son emploi industriel, l'emploi salarié marnais a gagné 0,4 %, permettant ainsi le maintien des effectifs de la région. A l'inverse, l'emploi ardennais a reculé de 0,7 %, les faibles créations de postes dans le tertiaire n'ayant pas compensé les pertes d'emplois dans l'industrie. Pour les mêmes raisons, l'emploi haut-marnais s'est finalement rétracté de 0,3 %. Dans l'Aube, l'emploi n'a globalement pas varié, les lourdes

Evolution de l'emploi salarié régional dans les secteurs concurrentiels

Unités : nombre et %	Déc. 2004	Déc. 2005	Variation 2005/2004
Ardennes	59 897	59 486	-0,7
Aube	71 158	71 143	+0,0
Marne	135 658	136 180	+0,4
Haute-Marne	43 496	43 376	-0,3
Champagne-Ardenne	310 209	310 185	+0,0

Source : INSEE - URSSAF - DARES

pertes d'emplois industriels ayant pu être équilibrées par des gains d'effectifs dans le secteur tertiaire et la construction.

Moins de 100 000 emplois dans l'industrie

La baisse de l'emploi industriel s'est encore confirmée en 2005, les effectifs (hors emplois intérimaires) ont reculé de 2,1 % en France et de 2,9 % en Champagne-Ardenne. Tous les départements de la région sont touchés : -2,5 % dans les Ardennes, -4,7 % dans l'Aube, -2,3 % dans la Marne et -2,6 % en Haute-Marne.

L'industrie champardennaise (y compris l'énergie avec EDF-GDF) emploie désormais 99 400 personnes. Ainsi, depuis le début de la décennie, 12 % des effectifs industriels ont disparu. Le repli a atteint 8 % au niveau France entière.

En 2005, hormis l'énergie où l'emploi est demeuré stable, toutes les autres composantes de l'industrie ont supprimé des emplois. Le ralentissement de l'activité économique a pesé sur les effectifs des industries des biens intermédiaires (-2,4 % en glissement annuel, soit -1 100 postes) et ceux des industries des biens de consommation (-5,5 % soit

-750 postes). En particulier, les entreprises du textile et de l'habillement ont poursuivi leur restructuration, entraînant des licenciements. La métallurgie et la transformation des métaux ont été affectées par la baisse de la production dans la branche automobile. Pour sa part, le secteur automobile strictosensu - constitué d'équipementiers dans la région - a perdu 200 emplois, soit 2,7 % de ses effectifs. L'emploi dans les industries des biens d'équipement s'est replié (-3,9 % soit 500 postes) ainsi que celui des industries agricoles et alimentaires (-2,5 % soit 400 postes).

Quand le bâtiment va

En net redressement depuis l'année 1998, les embauches dans le secteur de la construction se sont accélérées significativement au cours de l'année 2005. Les effectifs salariés des entreprises du bâtiment et des travaux publics (non compris les intérimaires employés dans ces secteurs) se sont accrus de 2,7 % en France et de 2,8 % en Champagne-Ardenne, correspondant à une création nette de 700 emplois dans la région. Tous les départements ont bénéficié - au même rythme - de ce dynamisme de l'emploi, lié à une situation conjoncturelle très favorable, dans la construction neuve et l'amélioration de l'habitat existant. Depuis son point bas, observé lors de la sévère crise des années 93-95, le secteur de la construction champardennaise a réussi à créer près de 4 000 emplois supplémentaires.

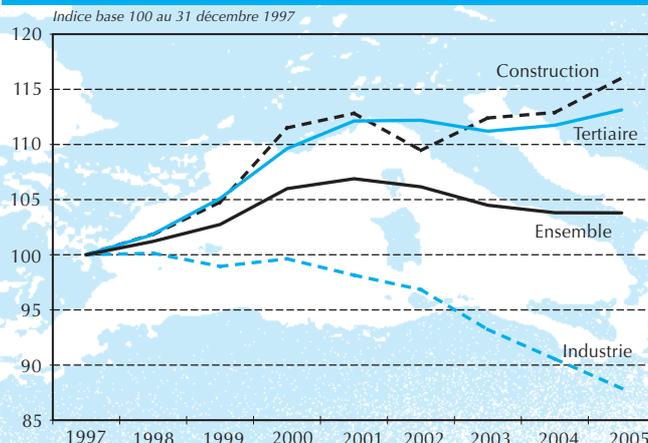
Bonne résistance de l'emploi tertiaire

L'emploi salarié du secteur tertiaire essentiellement marchand a progressé un peu plus vite en Champagne-Ardenne (+1,2 %) que dans le reste de la France (+0,9 %). Hormis les Ardennes, où la reprise de l'emploi tertiaire s'est limitée à 0,2 %, tous les autres départements de la région ont connu des hausses significatives : +2,4 % dans l'Aube, +1,2 % dans la Marne et +0,8 % en Haute-Marne.

Ces hausses sont d'autant plus louables que les effectifs intérimaires - conventionnellement comptabilisés dans les services rendus aux entreprises - ont baissé de 5 % dans la région, sous l'effet du ralentissement sensible de la conjoncture industrielle.

Hors intérim, l'emploi salarié du secteur tertiaire s'est accru de 1,7 %. En particulier, les effectifs des services aux entreprises ont progressé de 1,9 % (hors intérim), grâce à des gains d'emplois dans les activités de nettoyage, de gardiennage et au développement des centres d'appel téléphonique. Ces créations de postes ont été essentiellement réalisées dans le département de la Marne. Les effectifs salariés des services aux particuliers ont progressé de 3 %, en raison d'une amélioration de l'emploi, observée dans tous les départements, pour les hôtels-restaurants, les activités récréatives, les services personnels et domestiques. Par ailleurs, la solidité de la consommation des ménages en 2005 a bénéficié à l'emploi dans le commerce (+1,5 %), surtout dans l'Aube et la Marne.

Evolution de l'emploi salarié concurrentiel en Champagne-Ardenne



Source : INSEE - URSSAF - DARES

Les effectifs des activités immobilières ont crû de 3,2 %, traduisant notamment le dynamisme des ventes de logements. L'emploi salarié (hors SNCF) du secteur des transports a renoué avec la hausse (+2,1 %) en dépit d'une conjoncture moyenne dans le transport routier. Seul secteur du tertiaire où l'emploi a reculé, les activités financières ont vu leurs effectifs baisser de 0,6 %.

NOTE METHODOLOGIQUE

Une mesure de l'emploi en trois temps

Les statistiques de l'emploi départemental au 31 décembre sont établies en trois phases :

* Les informations " provisoires " publiées dans cet article sont relatives à l'emploi salarié dans les "secteurs concurrentiels" qui regroupent toutes les activités économiques hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale. Elles proviennent d'indicateurs calculés à partir de l'exploitation des bordereaux de versement de cotisations sociales aux URSSAF, renseignés par l'ensemble des entreprises de toutes tailles, y compris les entreprises publiques (SNCF, La Poste, EDF-GDF, etc.). L'intérim est connu par la DARES (Ministère de l'Emploi du travail et de la cohésion sociale) qui exploite les relevés des missions d'intérim que l'Unedic met à sa disposition. Les variations d'emploi sont mesurées à activité constante sur l'année.

* En fin d'année 2006, des estimations départementales d'emploi "semi-définitives 2005 " sont établies par actualisation d'une base de personnes en emploi, issue du recensement de la population de 1999. Les données exhaustives de l'UNEDIC - qui constituent alors la source principale de calcul des évolutions - sont complétées par des informations recueillies auprès de divers organismes (fichiers de paye des agents de l'Etat, enquête auprès des collectivités territoriales, Mutualité sociale agricole, etc.) pour couvrir la totalité du champ économique ainsi que l'emploi non-salarié.

L'activité économique d'un établissement est celle du 31/12 et des "glissements d'activité" - d'une année sur l'autre - peuvent alors conduire à des évolutions sensiblement différentes de celles obtenues provisoirement.

* Enfin, des rectifications - le plus souvent mineures - sur les sources d'actualisation seront réalisées en fin d'année 2006, pour obtenir une statistique " définitive " de l'emploi total au 31/12/2005, pour la région et chacun de ses départements.

Patrick Bouny